

La pénétration russe en Tchécoslovaquie

Au moment où les troupes russes arrivèrent à Prague, elles furent accueillies de la façon la plus enthousiaste. Les tanks furent fleuris, les dernières réserves de nourriture de la population furent distribuées aux soldats, etc. Les drapeaux rouges, les étoiles soviétiques, et toute l'atmosphère autour de l'armée russe évoquèrent dans le prolétariat des réminiscences du passé révolutionnaire et des espoirs dans un avenir pareil. C'est un indice des terribles souffrances des masses sous l'occupation allemande que le comportement réactionnaire des forces armées russes ne connut qu'un écho minime et est pour ainsi dire oublié aujourd'hui.

La bureaucratie soviétique n'a pas apporté avec elle le Guépéou comme l'occupation allemande apporta la Gestapo. Les bruits circulant à ce sujet à l'étranger sont certainement erronés en ce qui concerne la Tchécoslovaquie. Des cas d'intervention massive du Guépéou dans la vie politique du pays nous sont inconnus, à l'exception de la liquidation de presque tous les éléments de l'armée du général Vlassof combattant aux côtés des nazis. Pour les reste, le Guépéou se tient à l'arrière-plan, et aucun élément oppositionnel n'a été arrêté ou tué jusqu'à présent. Mais l'influence du Guépéou se fait sentir indirectement, par le fait que la peur qu'elle provoque a empêché l'organisation des forces révolutionnaires dans les premiers jours qui suivirent l'effondrement d'Hitler — alors qu'il y avait des possibilités bien plus larges qu'aujourd'hui — Sa présence invisible provoque encore un réflexe de passivité et de soumission silencieuse chez la plupart des éléments oppositionnels en puissance.

La bureaucratie soviétique a fait démonter une série d'usines également en Tchécoslovaquie, des usines déclarées « butin de guerre » et dont l'outillage fut transporté en Russie. L'exploitation du minerai d'uranium de Joachimstal fut déclaré monopole soviétique, ce qui a toute son importance en vue des recherches atomiques. Le traité de commerce russo-tchèque instaure le principe du partenaire préférentiel ; la Tchécoslovaquie est forcée d'offrir ses mar-

chandises, en premier lieu, à la Russie, qui les réexporte souvent à des pays à devises fortes, alors que dans le meilleur des cas, la Tchécoslovaquie même, n'en obtient rien d'autre que des avoirs en roubles. Malgré toutes ces manipulations, la Russie ne vient qu'au huitième rang des clients de la Tchécoslovaquie. Pour l'année 1946, la balance commerciale favorable pour la Tchécoslovaquie fut de 70 millions de kes ; elle n'est pas encore soldée. Il est d'ailleurs remarquable que les produits livrés par la Russie ne sont de provenance soviétique que dans des cas fort rares. Le plus souvent, il s'agit d'une partie du blé hongrois, livré à l'U.R.S.S. sous forme de réparation, de locomotives allemandes saisies comme « butin de guerre », etc. Il est clair que la bureaucratie utilise sa pression, même dans ce pays favorisé de sa zone d'influence, pour obtenir des avantages économiques qui se font aux dépens de l'économie et du niveau de vie des masses laborieuses du pays.

Politiquement la pression va naturellement bien plus loin. Une « attitude hostile en vers l'U.R.S.S. » a été un prétexte suffisant pour expulser de la Tchécoslovaquie des émigrés socialistes espagnols. L'acceptation unanime par le gouvernement tchécoslovaque — y compris les ministres stalinien — de l'invitation à la Conférence de Paris pendant l'été dernier, fut également interprétée comme une « action inamicale » par le gouvernement russe. Le fait que les staliniens, agents du Kremlin, contrôlent les principaux leviers de commande de l'appareil de répression et de propagande ; le fait aussi que la bourgeoisie se rend fort bien compte qu'elle ne subsiste en tant que classe que grâce à la tolérance du Kremlin, tout cela explique pour quelles raisons la pression russe ne s'est heurtée jusqu'à maintenant à aucun obstacle majeur. Les événements futurs montreront si la pression de la bureaucratie soviétique ne peut pas atteindre un point où une résistance désespérée de la bourgeoisie deviendra inévitable.

P. L., 1^{er} septembre 1947.

COLVIN R. DE SILVA

Quelle indépendance pour Ceylan ?

La soi-disante loi d'indépendance du gouvernement britannique et l'accord qui y est lié constituent l'étape finale de la longue intrigue des maîtres impérialistes avec le cabinet de Senanayake. A travers la Constitution de Soulbury, l'impérialisme britannique pensait installer des représentants de la classe capitaliste de façon permanente à Ceylan contre les masses. Maintenant, il essaie de transmettre formellement et officiellement à cette classe l'agence monopoliste pour protéger les intérêts de l'impérialisme britannique à Ceylan. En un mot, l'impérialisme britannique, appliquant la politique du gouvernement travailliste pour la reconstruction des rapports impérialistes, est également passé à Cey-

lan d'une politique de pouvoir direct à une politique de pouvoir indirect.

**

Sans aucun doute, la nouvelle loi établit un nouveau statut pour la classe capitaliste de Ceylan dans l'empire britannique. Elle reçut par cette loi la seule liberté que la bourgeoisie servile implore des patrons impérialistes. La liberté qu'elle veut n'est pas la liberté pour les masses, mais la liberté pour elle-même afin d'exploiter les masses dans le cadre d'une continuelle exploitation capitaliste. La bourgeoisie de Ceylan a obtenu cela avec toutes les garanties dans les intérêts impérialistes. C'est là le réel changement de statut apporté par cette loi.

Ceylan demeure enchaîné

Ce nouveau statut est-il un statut de dominion ? Il est évident par la loi elle-même que ce n'est pas le cas. Car la loi évite prudemment le terme et utilise la phrase « statut pleinement responsable dans le Commonwealth britannique des nations ». Si la loi était destinée à conférer le statut de dominion, il n'aurait pas été difficile de le dire.

Pourtant, à notre avis, la question de savoir si la loi donne le statut de dominion est stérile. Le statut de dominion est un statut de dépendance, alors que la revendication du peuple de Ceylan exige une complète indépendance.

Que veut dire une complète indépendance ? Il est évident que cela doit être au moins l'abolition de tout vestige de contrôle militaire sur Ceylan par l'impérialisme britannique.

Le nouveau statut remplit-il même cette condition ? Evidemment non ! Même la lecture la plus rapide des accords de défense qu'a signé M. Senanayake, sans même consulter le Parlement, et encore moins le peuple, montre que Ceylan continue à être lié au char militaire de l'impérialisme britannique.

Par cet accord, le gouvernement britannique et celui de Ceylan se promettent une aide militaire mutuelle. Tel est le sens formel et superficiel de l'accord. Pourtant, en fait, l'accord représente réellement une promesse du gouvernement de Ceylan de permettre

à la Grande-Bretagne de continuer à utiliser Ceylan comme sa base militaire et sa forteresse impériale dans l'Océan Indien. Nous sommes libres d'être une base militaire britannique ! Et la Grande-Bretagne est libre de nous utiliser comme sa base ! Quelle liberté travestie !

On ne peut surestimer l'importance de cet accord de défense. C'est le document-clé des documents publiés par le gouvernement Senanayake. Lorsque le premier nouveau décret parlementaire fut annoncé, nous déclarâmes que son sens réel ne pouvait jamais être deviné jusqu'à ce que les accords soient publiés. Il est prouvé que nous avons eu cent fois raison. Tout comme le cerveau de M. Senanayake est réputé être dans le crâne de Sir Oliver, ainsi le contenu réel du décret doit être trouvé dans les accords qui le précédèrent.

Il est vrai que le décret lui-même parle de statut pleinement responsable dans le Commonwealth britannique des nations. Mais c'est seulement dans les accords de défense que le principe est accepté et établi que Ceylan a intérêt à maintenir et à continuer l'Empire britannique. Contrairement au temps passé, lorsque nous étions au moins considérés comme haïssant les chaînes impérialistes, maintenant M. Senanayake s'est arrangé pour qu'il semble que nous ne les considérons pas comme des chaînes d'esclavage mais seule-